



Nordiques

28 | 2014

Culture, genre, sexualité : Nouveaux regards nordiques
sur la citoyenneté

Citoyens intolérables : tolérance, islam et homosexualité

Randi Gressgård et Christine M. Jacobsen

Traducteur : Grete Kleppen et Loup-Maëlle Besançon



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/nordiques/5736>

DOI : [10.4000/nordiques.5736](https://doi.org/10.4000/nordiques.5736)

ISSN : 2777-8479

Éditeur :

Association Norden, Bibliothèque de Caen la mer

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2014

Pagination : 41-49

ISBN : 978-2-9544654-4-9

ISSN : 1761-7677

Référence électronique

Randi Gressgård et Christine M. Jacobsen, « Citoyens intolérables : tolérance, islam et homosexualité », *Nordiques* [En ligne], 28 | 2014, mis en ligne le 30 décembre 2022, consulté le 22 juillet 2023. URL : <http://journals.openedition.org/nordiques/5736> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/nordiques.5736>

Tous droits réservés

Citoyens intolérables : tolérance, Islam et homosexualité

Randi Gressgård et Christine M. Jacobsen*

RÉSUMÉ

*Cet article s'intéresse à la question de la citoyenneté sexuelle dans l'Europe d'aujourd'hui en examinant la façon dont la tolérance est présentée dans les débats sur l'Islam et l'homosexualité en Norvège. En s'appuyant sur *Regulating Aversion. Tolerance in the Age of Identity and Empire* de Wendy Brown, l'article soutient que le discours de tolérance est essentiel pour produire le type de citoyens souhaité par les démocraties libérales. La tolérance envers l'homosexualité pourrait être considérée comme un instrument politique susceptible, d'un côté, de légiférer sur la citoyenneté de l'État-nation et, de l'autre, de justifier une mission civilisatrice internationale.*

ABSTRACT

*The paper addresses the issue of sexual citizenship in Europe today by looking at how tolerance is configured in debates about Islam and homosexuality in Norway. Drawing on Wendy Brown's *Regulating Aversion. Tolerance in the Age of Identity and Empire*, the paper argues that tolerance discourse is central to the production of the kind of citizens that contemporary liberal democracies require. Tolerance to homosexuality could be seen as a political instrument to legitimate nation-state citizenship on the one hand, and justify an international civilizing mission on the other.*

* Randi Gressgård est maître de conférences au Centre pour la recherche sur les femmes et le genre (SKOK) à l'université de Bergen. Christine M. Jacobsen est professeur en anthropologie sociale à l'université de Bergen où elle dirige le Centre pour la recherche sur les femmes et le genre (SKOK). Auteure de l'ouvrage *Islamic Traditions and Muslim Youth in Norway* (Brill, 2011), ses recherches portent notamment sur le genre, la migration et la religion.

Nous voudrions aborder ici la question de la citoyenneté sexuelle dans la nouvelle Europe en étudiant le concept de tolérance et, plus précisément, la façon dont celui-ci est représenté dans les débats sur l'Islam et l'homosexualité en Norvège. Nous croyons cependant que les arguments développés dans cet article peuvent aussi être appliqués à un contexte plus large, les discussions en Norvège, aux États-Unis et dans plusieurs autres pays européens présentant de nombreux points communs. Nous prenons comme point de départ le livre de la théoricienne politique américaine Wendy Brown : *Regulating Aversion. Tolerance in the Age of Identity and Empire*¹.

Pourquoi se concentrer sur l'idée de « tolérance » pour étudier les discours contemporains sur la citoyenneté ? Parce que la tolérance est fondamentale dans la production du type de citoyens exigé par les démocraties libérales contemporaines. Comme Brown, nous sommes d'avis qu'il est aujourd'hui dans l'intérêt des démocraties libérales occidentales de produire un groupe de citoyens autonomes, c'est-à-dire des citoyens capables de s'autogérer. La tolérance libérale est aussi un pivot analytique crucial entre la constitution des « autres » au sein de l'État-nation (en tant que citoyens intolérables) et des citoyens globaux (en tant que non-citoyens).

Dans le discours libéral de tolérance, l'autonomie de l'individu et l'autonomie de l'État sont intrinsèques. Le libéralisme situe la culture comme extrinsèque à l'individu et présente la culture comme fondamentalement oppressive quand elle imprègne et domine les lois et la politique. De façon significative, Brown conçoit cette conceptualisation de l'autonomie comme un indice de la laïcité. Selon elle, la laïcité peut être conçue « comme une protection juridique de l'autonomie de l'individu par rapport aux autres *et* par rapport au pouvoir de l'État, à travers l'articulation de l'autonomie de l'État devant l'autorité culturelle et religieuse. La politique et les lois libérales sont considérées comme laïques non seulement au regard de la religion, mais aussi de la culture ; elles se situent au-dessus de ces deux domaines et ne dépendent pas d'eux »².

Évidemment, la situation en Norvège est différente de celle des États-Unis pour ce qui est de l'articulation du libéralisme et de la laïcité. En Norvège, la question de genre et la politique sexuelle ont été au centre du renouvellement des formations religieuses et laïques, et à partir des années 1970, les sociaux-démocrates surtout ont explicitement promu une politique de l'Église qui favorise une attitude « laïque », « libérale » et « tolérante » vis-à-vis des homosexuels au sein de l'Église, en même temps que l'égalité des sexes. Cependant, la loi sur l'égalité

1 Wendy Brown, *Regulating Aversion. Tolerance in the Age of Identity and Empire*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

2 *Ibid.*, p. 170.

des sexes, qui est entrée en vigueur en 1978, dispense les communautés religieuses de suivre les exigences et les consignes de cette loi – une dispense très contestée. Ainsi, les débats concernant les questions de genre et la politique sexuelle sont au centre du renouvellement des formations religieuses et laïques en Norvège. Ces débats ont motivé la résolution revoyant la relation entre l'État et l'Église, qui fut votée à l'Assemblée nationale en 2008. Néanmoins, le débat sur l'homotolérance se concentre presque exclusivement sur les minorités musulmanes, qui, dans une grande mesure, sont supposées être non laïques, non libérales et intolérantes. Depuis 2006, les médias norvégiens ne cessent de lancer des appels à l'attention des minorités musulmanes pour les inciter à la tolérance envers les homosexuels. En même temps, on est de moins en moins tolérant envers ceux que l'on considère comme intolérants.

Au printemps 2006, le réseau gay du parti travailliste a lancé une initiative à l'attention du grand public sous le titre « Homo dans les bars, normal à la mosquée ». L'objectif était d'attirer l'attention sur l'ignorance et la maladresse des sociaux-démocrates et des autres partis politiques vis-à-vis du problème de l'homosexualité et de l'Islam³. Quand le leader d'une importante mosquée à Oslo a dit dans les journaux que l'homosexualité était un non-sujet parmi les musulmans, la ministre de l'Égalité a déclaré qu'elle voulait un dialogue avec les leaders musulmans et qu'elle voulait s'assurer que les immigrés étaient bien informés « du point de vue norvégien sur l'homosexualité » dans le cours d'introduction à la langue offert par le gouvernement.

Après un deuxième débat en novembre 2007, les quotidiens nationaux ont rapporté que deux représentants haut placés de la communauté musulmane avaient refusé de se distancier de la peine de mort pour homosexualité en Iran. L'un était membre du parti social-démocrate et également vice-président du Conseil islamique en Norvège. L'autre était l'ancien leader de la Société musulmane des étudiants, Mohammad Usman Rana. Le débat a pris un nouveau tournant quand Rana a remporté un concours pour jeunes écrivains proposé par un journal important en Norvège. Son texte s'intitulait « L'extrémisme laïque ». Son argument était que la société norvégienne est marquée par une hégémonie laïque qui menace le pluralisme et qui est dégradante pour les croyants. Il poursuivait en affirmant que la tolérance exigée dans les questions morales n'était pas valable pour ceux qui basaient leurs choix personnels et politiques sur leur foi⁴. Dans le débat mouvementé qui a suivi, le choix du texte de Rana au concours a été critiqué aussi bien par les féministes que par les activistes laïques. Le leader du *think tank* féministe Human Rights Service, soutenu financièrement par l'État,

3 *Aftenposten*, 2 mars 2006.

4 *Aftenposten*, 25 février 2008.

a accusé Rana d'être un islamiste, et la fermeté avec laquelle il avait refusé de désapprouver la peine de mort pour homosexualité telle qu'elle était en vigueur dans quelques pays musulmans lui a paru relever d'une mentalité rétrograde, vieille de plusieurs siècles. Pareillement, nombreux furent ceux qui appelèrent à un « nous » national, arguant soit que « nous » étions trop tolérants, soit que « nous » étions tolérants (d'intolérance) au point de nous effacer nous-mêmes. Depuis, le sujet fait toujours la une de l'actualité, avec notamment une large médiatisation des crimes de haine.

En 2010, la reconfiguration d'espaces urbains tolérants et intolérants a fait l'objet de contestations quand certains ont prétendu que les rues des quartiers au taux d'immigrés élevé étaient surveillées par « une police morale musulmane ». Le débat a été déclenché lorsque les médias ont annoncé qu'un couple homosexuel se tenant par la main avait été harcelé par une personne sous prétexte qu'il s'agissait d'une « zone musulmane », et que, par conséquent, un tel comportement était inacceptable. Par la suite, on a proposé de faire passer dans ce même quartier le défilé de la Gay Pride. Cette proposition fit l'objet de controverses après que Judith Butler eut refusé le prix Pride de Berlin lors de l'été 2010, en justifiant son refus par la mobilisation croissante de la politique sexuelle contre les musulmans dans les pays occidentaux.

Peu de temps après l'incident de « la police morale », le public norvégien fut choqué par un événement largement couvert par les médias : une manifestation contre la publication dans le quotidien norvégien *Dagbladet* d'un dessin de Mahomet représenté sous forme d'un cochon. Ce dessin avait été publié peu de temps après la tentative d'assassinat de Kurt Westergaard au mois de janvier 2010, à l'époque où la crise des caricatures connaissait une nouvelle apogée en Scandinavie. La manifestation, qui avait mobilisé les foules par le biais de Facebook, fut menée par de jeunes présentés par les médias comme des « extrémistes musulmans » et des « islamistes radicaux ». Dans une interview avec un des leaders de cette manifestation, un étudiant en théologie à l'université de Médine, le journal de gauche *Klassekampen* (*La lutte des classes*) a lancé la discussion sur la condamnation à mort d'un homosexuel en Somalie. Le leader a répondu que la Somalie était un pays musulman avec sa législation contre l'homosexualité qui devait être respectée et que la lapidation d'homosexuels était de mise avec l'Islam. Cette réponse, a, par la suite, été considérée comme emblématique d'un extrémisme grandissant parmi les jeunes musulmans en Norvège. Ce qui est notable dans ce cas, c'est que les politiques sexuelles jouent aujourd'hui un rôle crucial dans les représentations que l'on se fait de l'« extrémisme » et du « radicalisme » musulmans.

Selon Brown⁵, la tolérance est liée aux croyances ou aux pratiques qui peuvent être offensantes moralement, socialement ou idéologiquement, mais sans entrer pour autant en conflit direct avec la loi. La tolérance apparaît ainsi comme un supplément volontaire, personnel ou privé à la loi et a, en conséquence, un statut parajudiciaire. C'est la raison pour laquelle la tolérance se rapporte à des sujets qui rentrent presque exclusivement dans le cadre de la loi. Analysant les récents efforts faits pour « intégrer » les musulmans en Allemagne, Frank Peter⁶ souligne que, derrière ces efforts, il y a une rationalité politique de la tolérance – l'acceptation conditionnelle de musulmans par la majorité dominante. Selon Peter, la « tolérance confirme la différence fondamentale des musulmans, et avec les diverses versions de la demande de normalisation, cela place naturellement les musulmans à la marge de la communauté nationale »⁷. En s'appuyant sur un examen de la DIF (Deutsche Islam Konferenz), il soutient que les politiques d'intégration de l'État allemand ne sont pas seulement appliquées dans le cadre de la loi, mais étendent l'application de l'ordre légal à des mécanismes de pouvoir plus larges⁸. Ainsi, au nom de la tolérance, l'État cherche à réguler les musulmans dans leurs libertés essentielles en tant que citoyens d'une démocratie libérale, à condition que le musulman soit formaté en individu autogérant, prudent dans l'exercice de ses droits, et conscient d'être situé dans un paysage moral allemand spécifique⁹.

Dans le débat sur l'Islam et l'homosexualité en Norvège, on voit comment les musulmans sont ciblés non seulement comme « objets de tolérance »¹⁰, mais également comme « sujets de tolérisation ». Le remodelage des sujets musulmans demande non seulement qu'ils respectent la loi norvégienne, mais exige aussi que les musulmans en tant que citoyens aient une attitude particulièrement libérale et tolérante envers l'homosexualité. Cela a été souligné par Basim Ghoslan, le leader d'une mosquée importante à Oslo, dans sa réponse à un homme politique conservateur qui avait suggéré de supprimer les subventions de l'État à la mosquée et demandé que le leader de la mosquée démissionne suite à ses déclarations disant que la pratique homosexuelle était « un péché » et « une aberration ». Dans sa réponse, Ghoslan avait insisté sur le fait qu'il n'avait pas violé la loi. Ainsi avait-il évoqué la question des fonctions régulatrices et gouvernementales du discours de tolérance venant en supplément à la loi. Cet exemple illustre que

5 Wendy Brown, *op. cit.*

6 Frank Peter, « Welcoming Muslims into the Nation : Tolerance Politics and Integration in Germany », in *Muslims in Europe and the United States since 9/11*, J. Cesari (éd.), Londres, Routledge, 2010, p. 119-144.

7 *Ibid.*, p. 119-120.

8 *Ibid.*, p. 139.

9 *Ibid.*

10 *Ibid.*

pour être un bon citoyen, il ne suffit pas de respecter les lois. Il faut également incarner les sentiments et les attitudes que la société considère comme acceptables pour les citoyens d'un État-nation libéral afin de normaliser le pouvoir ou la gouvernabilité. Comme nous l'avons déjà souligné, l'idée de la liberté de choix est primordiale dans la perception d'individus autogérants.

L'exemple qui illustre bien que la tolérance exige de l'individu qu'il se détache de sa propre culture afin de garder la liberté de choisir, c'est l'activiste libérale Sarah Azmeh Rasmussen qui le donne en se positionnant comme athéiste et culturellement musulmane. À la différence de ceux qui sont estampillés islamistes, fondamentalistes ou traditionalistes – et qui sont obligatoirement soumis à la culture et à la religion –, Rasmussen apparaît dans les médias comme une personne libre qui fait ses choix sans être manipulée par la religion ou la culture. Dans un débat organisé par le Liberal Think Tank Laboratory, Rasmussen a fait valoir que les attitudes envers les femmes et les homosexuels étaient une ligne de démarcation entre, d'un côté, les valeurs modernes et libérales et, de l'autre, les valeurs conservatrices et totalitaires. Nous citons : « La question est de savoir comment l'individu est vu. Les êtres humains sont-ils des individus autonomes, libres de choisir eux-mêmes leur propre identité, ou bien sont-ils des citoyens avec des identités prédéterminées ? » De même, d'autres personnes ont déclaré une nouvelle guerre culturelle entre la démocratie laïque et l'islamisme en tant qu'idéologie totalitaire. Ces prises de position peuvent être considérées comme des tentatives pour tracer une ligne de séparation entre le « nous » libéral et civilisé et « l'autre », qui est tantôt totalitaire, tantôt fondamentaliste, tantôt collectiviste et gouverné par la culture et la religion. Tandis que « nous » représentons la liberté – « les autres » sont représentés non seulement comme « les non-libérés », mais aussi comme opposés à la liberté. D'un côté, l'incapacité supposée à distinguer les individus de la culture et, de l'autre, la culture de la politique, marquent également les limites de la tolérance – ce qui ne peut pas être toléré. Ainsi la tolérance implique aussi bien la liberté individuelle par rapport à la culture (liberté de choisir la culture) que l'autonomie politique (la politique placée au-dessus de la culture et libérée de celle-ci)¹¹.

Dans le livre blanc numéro 25¹², *Conditions de vie et qualité de vie des lesbiennes et des gays en Norvège*, le sujet de la sexualité dans les minorités occupe une place particulière. Ce document établit une dichotomie entre un point de vue occidental et moderne et un point de vue traditionnel et collectiviste lié aux groupes religieux des minorités dans la société norvégienne. On y constate que d'un point de vue occidental et contemporain, l'individu choisit ses relations

11 Wendy Brown, *op. cit.*, p. 166-167.

12 2000-2001.

sexuelles et amoureuses, alors que d'un point de vue traditionaliste, la famille constitue la pierre angulaire de la société. En outre, on constate que le point de vue traditionaliste limite la sexualité à la relation hétérosexuelle. La culture « islamique » est utilisée comme un terme général pour évoquer ceux dont l'identité culturelle est spécialement liée à la tradition, et il est dit, sans référence précise, que le Coran condamne explicitement l'homosexualité. L'attitude négative des musulmans envers l'homosexualité est expliquée comme le résultat de leurs liens culturels et religieux. La solution semble être la libération des musulmans de leurs contraintes religieuses et traditionnelles, et la conversion de la religion et de la culture en des concepts d'existence que l'on peut choisir et que l'individu peut faire siens.

Notre discussion suppose, en accord avec l'argumentation de Brown, que « les autres » constituent une caste culturellement différente dans le discours politique public – une différence que l'on doit maîtriser d'une manière ou d'une autre. Les réponses varient, allant de ceux qui veulent expulser les islamistes de Norvège en les renvoyant « chez eux », à ceux qui appellent au dialogue, en accord avec une politique libérale conventionnelle. Certains participants au débat s'opposent à un dialogue avec des musulmans politisés et affirment que le gouvernement mélange culture et politique quand il alimente ce genre de dialogues¹³. D'autres souhaitent marquer les limites de la tolérance en excluant les « islamistes » du débat public national. Peut-être l'effort le plus étrange pour mobiliser les minorités sexuelles vient-il de ce membre du mouvement de la libération gay et lesbienne (LLH) qui a rejoint le parti nationaliste Les Patriotes norvégiens en encourageant d'autres homosexuels à faire de même, avec l'argument que « les musulmans sont des racistes contre l'homosexualité »¹⁴. Cependant, cette rhétorique plus radicale sur l'exclusion n'a pas dominé le débat. Comme dans le cas allemand décrit par Peter, la stratégie politique officielle a été de convertir les « autres » en citoyens libéraux et tolérants de l'État-nation par l'éducation et le dialogue religieux dans le cadre de la politique d'intégration.

Alors qu'en général, ces tentatives de maîtriser « les autres » voient l'État-nation comme cadre donné de la citoyenneté, ces discours paraissent très influencés par les débats sur l'Islam et l'homosexualité dans d'autres pays européens, comme les Pays-Bas. Selon Sarah Bracke¹⁵, l'identité et la citoyenneté ont été profondément reformulées aux Pays-Bas ces dernières décennies, et la construction de l'Islam en tant que « l'autre » a joué un rôle décisif dans cette reformulation. Les valeurs

13 *Verdens Gang*, 21 février 2006.

14 *Klassekampen*, 28 novembre 2007.

15 Sarah Bracke, « Sexual Politics in the Netherlands. The Transformation of National Identity, The Framing of Islam », *Feminist Review*, 2011.

occidentales des Lumières sont considérées comme différentes de l'islam et menacées par celui-ci. Ce qui est frappant dans le contexte néerlandais, selon Bracke, c'est la façon dont les politiques sexuelles sont devenues le trope favori (plus, par exemple, que la liberté de parole). La transformation de l'identité hollandaise est codée dans la phrase « fin de tolérance », et cela paraît impliquer une transformation du régime laïque néerlandais et du modèle de citoyenneté historiquement basé sur le modèle de pilarijzing. Dans une logique de civilisation où l'islam et la société hollandaise sont imaginés et construits en tant qu'opposés l'un à l'autre, l'intégration symbolique des musulmans en tant que citoyens dans le cadre de la politique néerlandaise sur le modèle de la pilarijzing devient très difficile.

Dans les tests dits de citoyenneté aux Pays-Bas, on demande aux immigrés de regarder des photos représentant deux hommes qui s'embrassent sur la bouche, puis d'exprimer ce qu'ils ressentent à la vue de ces images. Judith Butler¹⁶ discute ce test d'une manière critique et dit que la liberté est instrumentalisée pour établir une base culturelle spécifique – sans doute laïque – qui fait office de condition pour être considéré comme un immigré acceptable. Évidemment, le paradoxe est que l'adoption de certaines normes culturelles devient une condition pour entrer dans une politique qui se définit comme l'avatar de la liberté¹⁷. Butler note, de façon plus générale, qu'une politique ostensiblement laïque mobilise les progressistes sexuels contre les nouveaux immigrés, sous prétexte d'une fausse conception de la liberté, et en même temps les minorités sexuelles sont placées dans la rationalisation de guerres récentes¹⁸. Le cadre normatif du discours de la tolérance produit deux sujets opposés, le gay *versus* le musulman, où le musulman serait défini par son homophobie ostensible et l'homosexuel défini soit comme antimusulman soit comme ayant peur de l'homophobie musulmane¹⁹. Butler argumente que le cadre de tolérance exige une identité selon ses exigences et efface les réalités culturelles complexes des vies gays et des vies religieuses²⁰. Ce cadre montre que la religion et la sexualité sont très déterminantes pour l'identité, les deux à leur manière.

Le régime norvégien est très différent du régime hollandais, mais ici aussi, la construction de l'islam, comme « l'autre », articulé autour du trope de politiques sexuelles, paraît véhiculer des changements. Pour beaucoup de gens, la laïcité est maintenant devenue une valeur bien ancrée dans la civilisation occidentale, une valeur à défendre au nom de la démocratie libérale et de la citoyenneté. En

16 Judith Butler, *Frames of War*, Londres, Verso, 2009.

17 *Ibid.*, p. 107.

18 *Ibid.*, p. 32.

19 *Ibid.*, p. 143.

20 *Ibid.*, p. 143.

accord avec Brown²¹, en faisant allusion à Butler, nous dirions que la tolérance, y compris dans le contexte norvégien, est comme une technique pour relégitimer l'universalisme libéral et la citoyenneté laïque, ainsi que pour restaurer une notion de nation culturellement unie, à un moment où les deux chancellent.

Pour conclure, nous voudrions cependant attirer l'attention sur la vulnérabilité d'un tel cadre libéral normatif ainsi que sur le potentiel subversif des alliances politiques qui, d'un côté, ignorent l'opposition binaire dans les politiques sexuelles et, de l'autre, ignorent les politiques ethniques et religieuses. Il existe plusieurs alliances dont la collaboration touche également les questions d'identité sexuelle et d'appartenance religieuse, des alliances qui incluent des réseaux gays et lesbiens musulmans, comme l'organisation norvégienne Queer World (en traduction anglaise). Ces réseaux sont moins liés par les questions d'identité que par des formes d'opposition politique à certains États et à d'autres pouvoirs régulateurs – ce que Butler appelle des objectifs qui se chevauchent provisoirement²². Par conséquent, ces alliances ne considèrent pas l'État-nation comme étant le cadre approprié pour promouvoir la citoyenneté. Au contraire, elles interrogent l'image de la « nation d'intégration »²³ et ses ambitions holistiques²⁴. Comme telles, ces alliances pourraient contribuer à déstabiliser les nationalismes sexuels.

Traduction : Grete Kleppen et Loup-Maëlle Besançon

21 Wendy Brown, *op. cit.*

22 Judith Butler, *Frames of War. When is Life Grievable ?*, Londres, Verso, 2009, p. 147.

23 Adrian Favell, « Integration Nations. The Nation-State and Research on Immigrants in Western Europe », *Comparative Social Research*, vol. XXII, octobre 2003, p. 13-22.

24 Ynge Lithman, « The Holistic Ambition. Social Cohesion and the Culturalization of Citizenship », *Ethnicities*, vol. X, n° 4, p. 488-502.